SUR LE FRONT DES EMPLOIS

Après les derniers mouvements de mutations nationales, il manque 119,2 postes à la DRFIP 44 (65,8 en C et 53,4 en B).

Tous effectifs confondus, la Drfip 44 vient de descendre pour la première fois en dessous du seuil des 1 500 ETP (Équivalents Temps Plein).

Si on écoute les discours officiels, nous aurions du mal à recruter pour remplacer des départs en retraite toujours massifs. Mais surtout, la pénurie est savamment entretenue par Bercy afin de « dégraisser » et démanteler notre administration.

Cela passera aussi par une nouvelle vague de recrutements de CDD puisqu'il faut affaiblir le statut. Même si ce mode de recrutement n'attire pas les foules et que les recruté-es se sauvent aussitôt que possible comme la secrétaire de notre grande directrice ! On se demande bien pourquoi... ! Pour la CGT d'autres choix sont urgents : recrutement par concours de 30 000 agent-es à la DGFIP et appel immédiat de l'ensemble des listes complémentaires ! Les besoins sont là.

AUGMENTER NOS RÉMUNÉRATIONS

Entre 1991 et 2021, la valeur du point d'indice a perdu 17 % par rapport à l'Indice des prix à la consommation.

Pour un métier du milieu de grille, qui n'a pas été rattrapé par le Smic et qui n'a pas été réévalué, à ancienneté égale, les nouveaux fonctionnaires ont un pouvoir d'achat de 17 % moins élevé qu'au début du siècle.

Et cela va s'aggraver avec l'accélération de l'inflation que nous observons.

Ce constat pose évidemment **de gros problèmes d'attractivité pour les métiers de la fonction publique**. En témoignent les nombreux postes à pourvoir dans l'enseignement et la santé par exemple mais ça ne se bouscule pas non plus pour venir à la Dgfp.

Aucun employeur privé n'aurait pu se permettre une telle baisse du pouvoir d'achat de ses salarié-es, par crainte de ne plus trouver aucune main-d'œuvre. Les gouvernements se sont permis cela en comptant sur l'esprit de vocation des métiers de la fonction publique. **C'est inacceptable.**

Le gel du point d'indice n'est pas une question de moyens mais bel et est bien de priorités politiques. L'augmentation annoncée ne doit donc pas seulement couvrir l'inflation récente mais tenir compte des années de gel et de perte de pouvoir d'achat des fonctionnaires depuis plus de vingt ans.

NOVLANGUE MANAGÉRIALE

La Dgfp essaie d'appliquer les tendances managériales en vogue dans le privé.

Une brève récente dans Ulysse nous présente le nouvel organigramme RH de Bercy mis en place en vue de « l'adaptation de la fonction RH aux enjeux actuels de la DGFIP ». Au milieu du blabla habituel, la notion de Gestion prévisionnelle de l'emploi et des compétences (GPEC) est enfin identifiée.

Alors que notre ministère subit à la fois des restructurations d'ampleur depuis bientôt deux décennies et à la fois un bouleversement générationnel avec des départs massifs en retraite, il est plus que temps d'en faire une priorité.

« L'accompagnement des transformations » est aussi là pour faire accepter le chaos ambiant.

Par ailleurs deux autres juxtapositions de termes nous interpellent. En premier, la nomination « d'une déléguée à l'encadrement supérieur et talents » laisserait penser que nos cadres sup' ont du talent ou qu'il faut du talent pour être cadre sup'. Ce terme de management évacue surtout les notions de compétences et connaissances ce qui est bien plus pratique pour jouer aux chaises musicales.

On découvre aussi la juxtaposition malavisée à notre goût des notions de « rémunérations et reconnaissance ». Dans cette période d'austérité salariale, nous risquons de nous voir rétribuer en « reconnaissance » plus qu'en « rémunération », sur le modèle de la start up.

Vous l'aurez compris, nous restons dubitatifs sur la plus-value pour les agent-es de ce ravalement de façade de l'organigramme RH de Bercy.